

Dans le contexte des trois grandes catégories d'impôts, le ministre a beau essayer de nous convaincre que tout est juste et acceptable mais, chose certaine, les impôts des sociétés ont augmenté beaucoup moins que ceux des particuliers. L'augmentation des impôts des sociétés a été de 50 p. 100 inférieure à celle des particuliers et d'environ le tiers de la hausse des taxes de vente et d'accise. Que le ministre vienne ensuite nous parler de justice!

À maintes reprises, nous avons fait des propositions et donné comme exemples les régimes fiscaux d'autres pays. Nous avons proposé que les sociétés soient assujetties à un impôt minimum, et cette idée est loin d'être extravagante ou radicale car un tel impôt existe aux États-Unis, comme le sait très bien le ministre. Les sociétés qui réalisent des profits dans ce pays versent au moins quelque chose au trésor fédéral. Voilà pour l'équité.

Le ministre a également laissé entendre que ses mesures sont efficaces. Il a dit, et je trouve cela étonnant, que, après tout, il ne fallait pas regarder du côté de la Grande-Bretagne, où le taux d'inflation atteint 10,9 p. 100. Nous ne voulons pas que le Canada vive la même situation. Margaret Thatcher, le chef du gouvernement britannique, suit les mêmes lignes de conduite que le ministre et son gouvernement appliquent au Canada: des compressions budgétaires, des taux d'intérêt élevés, des hausses massives du niveau des taux d'intérêt, la privatisation des sociétés et la déréglementation. C'est Margaret Thatcher même qui a inventé la recette! Le ministre, lui, se contente tout simplement d'en faire la lecture au Canada. Ensuite, il a l'audace de dire à la Chambre que nous ne voulons pas que le Canada connaisse la même situation que la Grande-Bretagne. Nous ne voulons pas de hausses énormes du taux d'inflation alors que ces hausses sont le produit même des mesures qu'applique le ministre et le premier ministre au Canada.

• (1630)

En toute honnêteté, j'ai du mal à croire que le ministre puisse, jour après jour, affirmer à la Chambre que le gouvernement de Margaret Thatcher et le taux élevé d'inflation qui existe en Grande-Bretagne illustrent le genre de problèmes auxquels nous serons confrontés au Canada si nous ne sommes pas prudents. Je ne sais pas s'il fait allusion à un autre pays ou à un autre premier ministre.

Les crédits

C'est Margaret Thatcher qui a appuyé, ici même à la Chambre, la politique de libre-échange préconisée par le ministre il y a deux ans.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): C'est une femme très intelligente.

M. Langdon: Et le ministre de vanter sa grande intelligence. Tout cela est bien intéressant. C'est une femme très intelligente qui a fait augmenter le taux d'inflation à 10,9 p. 100. Le ministre, lui, se plaît à faire la morale sans nous dire que cette femme très intelligente. . .

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Je regrette d'avoir à interrompre l'honorable député, mais le temps qui lui est alloué est maintenant terminé. Y-a-t-il consentement unanime à ce que l'honorable député d'Essex-Windsor poursuive son discours?

Une voix: Son temps de parole n'est pas encore terminé.

Le président suppléant (M. DeBlois): Je regrette. En effet, la durée prévue pour les discours est de 20 minutes. Je m'excuse de mon erreur. Vous avez la parole encore pour 10 minutes.

[Traduction]

M. Langdon: Monsieur le Président, je ne faisais que me mettre en train.

Le ministre a prétendu que cette politique a déjà fonctionné. Qu'elle a donné et qu'elle donnera des résultats à l'entendre. Pour reprendre ses propos, sa méthode fonctionnera.

Je tiens à rétablir les faits pour ceux qui s'intéressent aux détails et à la réalité plutôt qu'aux mythes. Je vais me reporter au budget du ministre du 10 février 1988. Le ministre a prétendu alors que l'augmentation moyenne du produit intérieur brut au Canada passerait de 3 p. 100 à 3,2 p. 100 entre 1989 et 1990-1993. Il a soutenu que le taux de chômage diminuerait pour se maintenir à 7,0 p. 100 en moyenne, que le taux d'inflation serait de 3,4 p. 100 et, mieux encore, que les taux d'intérêt seraient de 6,7 p. 100. Voilà exactement comment le ministre anticipait l'avenir d'après les chiffres qu'il nous a donnés.

Permettez-moi maintenant de présenter une vue un peu plus sobre de l'économie du début des années 1990, tirée des prévisions du Conference Board l'an dernier. Selon le Conference Board, le produit intérieur brut